

Mémoire No 232 – Mars 2026

# La diplomatie et les possibilités technologiques pour le développement numérique de l'Afrique

Folashadé Soulé

## Points principaux

- En Afrique, la diplomatie technologique gagne du terrain en tant qu'outil vital de la réalisation des objectifs de la politique étrangère : elle assure la promotion de l'intégration régionale, le développement économique et l'attraction d'investisseurs.
- Bien que les défis persistent, les nations africaines explorent activement des possibilités d'édifier des capacités numériques souveraines et de participer au modelage de la gouvernance numérique mondiale.
- La diplomatie technologique jouera un rôle critique dans la façon dont les pays de l'Afrique unissent leurs forces alors que les technologies émergentes exigent de plus en plus la collaboration.
- Une approche continentale plus forte et plus cohésive de la diplomatie technologique permettra, en bout de ligne, au continent de devenir résilient et de travailler de concert avec d'autres régions à partir d'une position de force.

---

## Introduction

Les technologies numériques jouent un rôle de plus en plus central dans le développement économique, le bien-être sociétal et la sécurité nationale.<sup>1</sup> Cette réalité se manifeste clairement au niveau international par les remous géopolitiques continus concernant les règles, les normes et les valeurs qui gouvernent notre monde numérique. À n'en pas douter, le contrôle sur la technologie peut se traduire en influence géopolitique. C'est pourquoi des questions relatives à l'économie numérique comme la connectivité Internet, la gouvernance des données, la cybersécurité et l'intelligence artificielle (IA) passent du statut de créneau thématique à celui de courant dominant de la politique étrangère. La diplomatie numérique, dont la définition est l'utilisation d'outils numériques pour la diplomatie publique (Rashica 2018), ouvre la voie à la diplomatie technologique, une tentative plus stratégique de modeler la gouvernance des technologies émergentes, d'influencer les normes mondiales et de travailler

---

1 Voir <https://www.un.org/fr/un75/impact-digital-technologies>.

---

## À propos de l'auteur

**Folashadé Soulé** est agrégée supérieure du CIGI et associée de recherche principale du programme Global Economic Governance de la Blavatnik School of Government de l'Université d'Oxford. Elle est actuellement chercheuse invitée à l'Université du Ghana. Ses domaines de recherche portent sur les relations Afrique-Chine, l'étude du pouvoir dans les relations internationales de l'Afrique et la politique de la coopération Sud-Sud. Elle fait partie des chercheurs principaux de Negotiating Africa's Digital Partnerships (négociation des partenariats numériques de l'Afrique), un projet de recherche politique sur les relations de l'Afrique avec des partenaires en pleine ascension du secteur numérique. Dans le cadre de ce projet, elle dirige une série d'entrevues avec de grands décideurs, des ministres et des acteurs civiques et privés africains qui mettent en lumière la façon dont des intervenants africains tissent, négocient et gèrent des partenariats stratégiques dans le secteur numérique dans un contexte de rivalité géopolitique. Elle a fait partie des boursiers en recherches postdoctorales de la London School of Economics et des boursiers de l'Oxford-Princeton Global Leaders Fellowship Programme. Ses recherches ont été publiées dans plusieurs revues examinées par les pairs, dont *African Affairs*, *International Studies Perspectives*, *Global Studies Quarterly*, *Global Governance* et *Afrique Contemporaine*.

directement avec des entreprises technologiques puissantes qui construisent et contrôlent les infrastructures et les services numériques. Elle peut prendre la forme de la nomination de diplomates de carrière comme émissaires ou ambassadeurs itinérants explicitement chargés de la politique étrangère numérique.

La diplomatie technologique (ou techno-diplomatie) désigne la gestion diplomatique de problèmes technologiques et l'intégration de la technologie dans le cœur de la politique étrangère d'une nation et de sa collaboration avec les autres États (Manor 2025). Contrairement à la diplomatie traditionnelle, qui est principalement axée sur l'État, la diplomatie technologique est caractérisée par une approche polylatérale qui réunit des gouvernements, des entités du secteur privé, des organisations de la société civile et des experts techniques au sein de cadres collaboratifs pour relever des défis numériques (Moore Aoki 2025; Bjola et Kornprobst 2025).

D'un point de vue politique, on l'a aussi définie comme la direction et la pratique des relations internationales, le dialogue et les négociations sur la politique numérique mondiale et les enjeux technologiques émergents entre les États, le secteur privé, la société civile et d'autres groupes (Garcia 2022). Selon l'ambassadeur Philip Thigo, le premier émissaire spécial de la technologie du Kenya, dans la pratique, la diplomatie technologique est aujourd'hui importante, parce que la technologie façonne le pouvoir géopolitique et le développement économique, l'IA, la circulation des données et la cybersécurité, qui sont devenus des instruments centraux du pouvoir de convaincre et de la stratégie nationale. Au fur et à mesure que la dépendance croît, la diplomatie technologique veille à ce que les États puissent influencer les normes technologiques mondiales, protéger les droits numériques de leurs citoyens et obtenir une infrastructure résiliente.<sup>2</sup> La diplomatie technologique représente ainsi un terme général qui englobe la diplomatie numérique, la diplomatie économique et la diplomatie scientifique et qui cible les interactions entre les gouvernements et les acteurs technologiques.

C'est pourquoi, dans ce mémoire, les diplomates technologiques sont définis comme des praticiens de la politique étrangère dans laquelle

---

2 Entrevue avec l'ambassadeur Philip Thigo, juillet 2025.

le terme « numérique » peut être envisagé sous l'angle d'une typologie tripartite : comme un thème de la diplomatie et de la politique étrangère, un outil pour diriger la diplomatie et la politique étrangère et un facteur qui façonne l'environnement géopolitique dans lequel se déroule la diplomatie (Teleanu et Kurbalija 2022).

Ce mémoire sert à analyser la diplomatie technologique dans le contexte africain pour répondre aux questions concernant les raisons pour lesquelles elle est importante et comment on peut l'utiliser comme outil de développement numérique

---

## Pourquoi la diplomatie technologique est-elle importante maintenant?

La diplomatie technologique devient un moyen de plus en plus essentiel et intentionnel que les gouvernements peuvent utiliser pour atteindre leurs objectifs à l'ère numérique. Cette tendance est un résultat direct du changement fondamental qui touche la distribution mondiale du pouvoir dans le secteur numérique. Une poignée d'entreprises technologiques multinationales sont devenues des acteurs supranationaux de plus en plus puissants du fait qu'elles possèdent des ressources en capital, des parts de marché, des actifs et des fonds de données similaires, voire supérieurs à ceux d'États-nations entiers. Ces entreprises technologiques comprennent, entre autres, Amazon, Apple, Google, Meta, Microsoft et OpenAI aux États-Unis ainsi que ByteDance, DeepSeek, Huawei et Tencent en Chine.

Ces géants technologiques offrent collectivement des services et des infrastructures à l'échelle mondiale : ils introduisent des enjeux nouveaux dans le programme diplomatique, de l'éthique attachée à l'IA à la souveraineté numérique, en passant par les droits numériques, la gouvernance des données, la réglementation des plateformes, l'antitrust et la concurrence, la cybersécurité et la souveraineté numérique. Résultat : de nombreux gouvernements ont maintenant créé des ministères des affaires numériques, des agences et des émissaires axés sur la transformation numérique chargés de travailler de concert avec des entreprises technologiques et d'autres États concernant ces enjeux.

En 2017, le Danemark est devenu le premier pays du monde à nommer un diplomate de carrière comme ambassadeur technologique auprès de la Silicon Valley; son mandat est d'établir un lien entre les gouvernements et les grandes entreprises technologiques en vue des intérêts nationaux du pays. Plusieurs pays européens ont emboîté le pas : la France a, depuis 2018, un ambassadeur des affaires numériques chargé de traiter des enjeux comme la réglementation des plateformes, les régimes fiscaux numériques et l'alignement des cadres de protection des données sur les normes de l'UE. De même, l'ambassadeur itinérant des affaires numériques de l'Estonie dirige la diplomatie technologique du pays en mettant l'accent sur la coopération en matière de cybersécurité, en aidant les pays qui souhaitent s'inspirer de l'adoption extensive de l'infrastructure numérique du gouvernement électronique de ce pays (comme sa plateforme d'échange des données X-Road) et en préconisant les principes de la souveraineté numérique sur des forums internationaux.

Des organismes internationaux s'adaptent aussi à ce nouvel environnement : le secrétaire général de l'ONU a établi un émissaire de la technologie chargé de coordonner la coopération numérique mondiale (maintenant le Bureau des Nations Unies pour les technologies numériques et émergentes) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture des Nations Unies (UNESCO) a organisé en 2025 un forum sur la diplomatie technologique axé sur la gouvernance de la transformation numérique (UNESCO 2025). De plus, des réseaux informels ont vu le jour, notamment le réseau de la diplomatie numérique de l'UE dont l'objectif est de relier les « ambassadeurs numériques » de différents pays pour coordonner la politique.

---

# L'effet de la maturité économique numérique sur les approches étatiques de la diplomatie technologique

Au chapitre de la politique étrangère traditionnelle, les économies plus imposantes entreprennent, depuis toujours, davantage d'événements ou d'activités en matière de politique étrangère que les économies de plus petite envergure (East 1973). Les États-nations adoptent divers comportements dans le domaine de la politique étrangère et de la diplomatie en fonction de plusieurs facteurs, y compris la taille de leurs économies, qui ont un effet sur les capacités institutionnelles et organisationnelles à leur disposition. De même que la diplomatie technologique émane de la politique étrangère numérique, l'envergure de l'économie numérique d'une nation façonne directement sa position et son intention d'être à la tête des ressources limitées en IA comme l'informatique et les talents ou d'être concurrentielle à cet égard. Les pays qui jouissent de secteurs numériques matures (accès à Internet élevé, incubateurs technologiques fructueux et commerce électronique solide) peuvent exiger un accès réciproque aux marchés et co-dirigent des organismes mondiaux chargés d'établir des normes en tirant parti de leur force d'attraction. Dans la majorité des cas, ils entendent aussi attirer de nouveaux investissements de la part de grandes entreprises technologiques, y compris des centres régionaux, des laboratoires, des plateformes et des bureaux. Inversement, les économies numériques émergentes axent leurs efforts sur le renforcement des capacités, l'obtention d'une aide technique, l'investissement dans les infrastructures et le transfert des compétences entre elles et des partenaires plus avancés.

Les pays qui se classent régulièrement à un rang élevé à divers classements de développement (Bahia et Amaya 2024; Union internationale des télécommunications [UIT] 2025) et sont considérés comme des marchés numériques directs (Dealroom.co 2025), comme l'Égypte, le Kenya, le Maroc, le Nigeria, le Rwanda et l'Afrique du Sud, ont tendance à adopter des rôles stratégiques et proactifs, et sont, à cette fin, soutenus par de

solides talents internes et cadres gouvernementaux. Ces nations sont souvent les promoteurs de la voix de l'Afrique dans les débats numériques : elles tirent parti de leur crédibilité et de leurs relations bilatérales pour faciliter les progrès technologiques. Elles participent activement à des discussions mondiales et les façonnent souvent. Le Kenya et le Nigeria, par exemple, sont reconnus comme des pionniers de l'adoption technologique et du développement des jeunes pousses, ce qui alimente leur influence diplomatique (Teleanu et Kurbalija 2022; DiploFoundation 2024). Le statut de « silicon savannah » du Kenya lui permet non seulement d'héberger des entreprises et des forums technologiques d'envergure mondiale, mais aussi de préconiser un accès équitable à l'IA grâce à des initiatives comme l'initiative Current AI de sorte que la politique étrangère de ce pays reflète ses objectifs tant au niveau du leadership que des partenariats. Le Rwanda est un autre exemple de pays qui affiche un niveau de développement numérique relativement élevé qui exerce son influence sur des enjeux numériques aux échelles continentales et mondiales. Cette petite nation s'est positionnée comme un catalyseur de politique numérique : elle a organisé le sommet mondial de l'IA sur l'Afrique en 2025 et héberge le secrétariat Smart Africa, qui joue un rôle actif dans la coordination du travail consenti sur le continent pour établir un marché numérique unique en Afrique. Lorsque l'Afrique du Sud a accueilli le Groupe des Vingt (G20) en 2025, cet événement a aussi élevé le profil de ce pays à l'égard de la diplomatie technologique. Ce pays a dirigé l'établissement d'un groupe de travail sur l'intelligence artificielle du G20 et accordé la priorité à l'infrastructure numérique publique (INP) et à l'initiative de l'IA pour l'Afrique dans le cadre du programme numérique du G20 afin de faire progresser les priorités stratégiques de l'Afrique concernant l'IA en favorisant l'accès au pouvoir informatique et les partenariats, et en développant des talents en IA (G20 Afrique du Sud 2025a, 2025b).

Inversement, les pays plus petits et souvent moins développés sur le plan numérique, comme le Bénin, l'Eswatini et le Togo, dépendent d'alliances régionales et de partenaires de plus grande envergure pour amplifier leur influence. Le Bénin utilise des plateformes comme Smart Africa et l'Economic Community of West African States pour promouvoir ses initiatives numériques régionales, tandis que le Togo a conclu des partenariats avec des organisations internationales,

comme la Banque mondiale, afin d'obtenir des prêts pour une infrastructure numérique. Ce pays a aussi attiré un vaste projet de câble sous-marin dirigé par Google pour étendre sa capacité de connectivité nationale et s'aligner sur l'Inde afin de mettre en œuvre la Modular Open Source Identity Platform DPI pour son projet national d'ID numérique. Bien que ces petites nations n'aient pas toujours le pouvoir de se libérer par elles-mêmes des politiques technologiques mondiales, elles unissent leurs forces pour promouvoir leurs intérêts communs, comme un accès abordable à l'Internet et la souveraineté numérique des pays en développement. Elles forgent aussi des créneaux qui favorisent leur stature diplomatique; bien que le Rwanda et le Botswana ne soient pas les plus grands marchés, ils suscitent le respect, car ils ont ouvert la voie à l'ID numérique et à l'éducation en technologies de l'information et des communications, respectivement, ce qui leur donne une voix dans les débats politiques internationaux.

Une autre distinction apparaît dans la façon dont les petits et les grands pays traitent les géants technologiques. Les grands pays africains profitent de la taille de leur marché pour en faire un outil d'agentivité; la brève interdiction de Twitter au Nigeria en 2021 et les négociations subséquentes en sont un exemple (Maclean 2022). Ces prises de mesures donnent souvent lieu à des discussions diplomatiques avec les États-Unis, où nombre de ces grandes entreprises technologiques ont établi leur siège central. Par contraste, les pays plus petits manquent souvent de cette influence directe; à la place, ils cherchent des partenariats et des directives, notamment en rejoignant la route de la soie numérique de la Chine ou en adoptant des lois de protection des données similaires à celles de l'UE pour attirer des investisseurs.

---

## Comment la diplomatie technologique se manifeste-t-elle en Afrique?

Les modèles mondiaux de stratégie de politique étrangère numérique se limitaient au départ aux pays extérieurs à l'Afrique, à quelques exceptions

notables près. Le Kenya, par exemple, a nommé un émissaire de la technologie spécial dont le mandat comprend le modelage des normes mondiales relatives à l'IA au niveau international (Kasujja 2025; Thigo 2025). La nouvelle stratégie de politique étrangère et le document parlementaire connexe du Kenya font formellement de la diplomatie technologique un pilier central de la diplomatie du pays à l'instar d'autres domaines traditionnels comme la culture, l'économie, le sport et l'environnement.<sup>3</sup> Le Kenya met en œuvre la diplomatie technologique par l'intermédiaire de son bureau de l'envoyé spécial sur la technologie (Office of the Special Envoy on Technology), d'autres plateformes multi-intervenants et des initiatives spécialisées. À cet égard, ce pays continue de renforcer son engagement envers la diplomatie technologique à l'égard de missions caractérisées par une concentration d'organisations multilatérales technologiques et/ou la présence de grandes entreprises technologiques, notamment en Australie, à Genève, à New York, à Los Angeles et à Washington (DC).<sup>4</sup> En juillet 2025, le Kenya a lancé TechPlomacy Connective, une plateforme consacrée à la diplomatie et à l'innovation hébergée à Nairobi pour favoriser la gouvernance numérique inclusive et établir une passerelle entre le gouvernement, l'industrie et la société civile. Cette initiative positionne Nairobi parmi les centres mondiaux de la diplomatie technologique en habilitant le Kenya à réunir des ministres, des PDG d'entreprises technologiques et des agences multilatérales autour de thèmes comme l'éthique de l'IA, le commerce numérique et les politiques vertes sur l'IA. De plus, le service extérieur du Kenya intègre des portefeuilles technologiques en envoyant des émissaires spéciaux vers des centres comme Genève et la Silicon Valley pour participer aux négociations sur les normes de la cybersécurité et les biens numériques publics.<sup>5</sup>

Bien que nombre d'États africains n'aient actuellement pas de stratégie pour leur politique étrangère numérique comme le Kenya, plusieurs ont une stratégie numérique ou une politique nationale numérique qui énonce leurs objectifs liés à la politique et au développement afin de tirer parti des technologies numériques, de l'innovation

---

3 Voir <https://tdgi.org/kenyas-techplomacy-revolution-pioneering-tech-diplomacy-for-africas-inclusive-digital-future/>.

4 Ibid.

5 Entrevue avec l'ambassadeur Philip Thigo, juillet 2025.

et de la transformation numérique, ce qui leur permet de transformer la prestation des services publics et de stimuler l'économie locale. Au niveau national, la stratégie sur la politique étrangère numérique a tendance à être réalisée par les ministères responsables de l'économie numérique.

Cependant, ici aussi, les pays africains sont de plus en plus stratégiques concernant le choix de leurs ministres : récemment, ils ont commencé à nommer plus fréquemment des personnes ayant une vaste expérience dans l'industrie technologique qui avaient souvent travaillé à l'extérieur du continent avant d'accepter leur rôle ministériel. Il y a un lien entre les objectifs du gouvernement et les ambitions des ministres de se positionner au rang des chefs de file mondiaux de la résolution des enjeux liés à la gouvernance numérique. Prenons, par exemple, le Nigeria, dont le ministre actuel des communications, de l'innovation et de l'économie numérique a des antécédents dans le secteur technologique.

De leur côté, l'Égypte et l'Afrique du Sud, deux pays qui abritent des secteurs technologiques hautement avancés, participent fréquemment au groupe de travail à participation non limitée de l'ONU sur la sécurité et l'utilisation des technologies de l'information et des communications et au comité spécial sur le cybercrime où ils font entendre leur voix (Teleanu et Kurbalija 2022; programme Gouvernance économique mondiale 2023b). Des États plus petits pratiquent aussi la diplomatie technologique; le Benin, par exemple, poursuit un portefeuille diversifié des meilleurs partenariats au monde grâce à son ministère des affaires numériques (programme Gouvernance économique mondiale 2023a).

---

## Tirer parti des sommets pour mobiliser les grandes entreprises technologiques et les gouvernements concernant les enjeux numériques

Les sommets internationaux pluri-intervenants très médiatisés sont devenus et continuent de demeurer des possibilités de faire progresser la diplomatie technologique en créant un espace où des diplomates du numérique émergents peuvent façonner la gouvernance numérique mondiale de façon à servir leurs intérêts nationaux. Des intervenants africains participent activement et fréquemment à des sommets mondiaux, qui constituent des espaces d'expression d'agentivité, car ils offrent des occasions d'interaction avec d'autres acteurs, structures et processus (Soulé 2020). Ces collaborations peuvent grandement varier en fonction du niveau d'influence et de la cible de la coopération sur l'établissement des normes. Les sommets mondiaux, comme le Forum sur la gouvernance de l'Internet organisé par les Nations Unies ou l'AI for Good Global Summit organisé par l'UIT, offrent une plateforme internationale où les dirigeants africains et les intervenants privés peuvent influencer et façonner des normes et des politiques internationales concernant divers aspects de l'économie numérique.

Un récent cas de diplomatie technologique digne de mention est le tout premier Tech Diplomacy Forum organisé par l'UNESCO en juin 2025 et consacré à l'intersection de la technologie, de la politique et de la diplomatie internationale (UNESCO 2025). Axé sur la souveraineté numérique, la gouvernance mondiale, l'IA, l'éthique des relations internationales, la cybersécurité, la coopération internationale et le comblement du fossé numérique, le programme de ce forum englobe nombre des grands thèmes auxquels les diplomates sont actuellement confrontés (ibid.). Il a réuni des chefs de file mondiaux, des diplomates technologiques, des cadres exécutifs d'entreprises

et des décideurs pour élaborer des normes sur ces enjeux, ce qui montre bien que les sommets peuvent élever les discussions sur la politique numérique aux niveaux politiques les plus élevés.

Les gouvernements africains utilisent de plus en plus des sommets de haut niveau pour forger des partenariats technologiques et signaler des collaborations numériques comme lors des sommets du Groupe des Sept ou du G20 (l'Union africaine est devenue membre à part entière du G20 en 2023 et était observatrice lors du sommet précédent en Inde), des forums de l'ONU (UNESCO ou Assemblée générale de l'ONU), ou de la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth. Par exemple, lors du Sommet américano-africain des entreprises, en juin 2025, on a annoncé plus de 2,5 milliards<sup>6</sup> en contrats numériques et fondés sur l'IA qui sollicitaient directement des entreprises technologiques américaines et de jeunes pousses africaines dans le contexte de cadres garantis par le gouvernement. Des pays africains comme le Kenya, le Maroc, le Nigeria et le Rwanda ont pris part aux sommets sur la sécurité de l'IA et à d'autres réunions spécifiquement axées sur la gouvernance de l'IA. Les gouvernements de ces pays ont joué un rôle central dans le développement de déclarations et de résolutions spécifiquement axées sur l'IA suite à des sommets sur l'IA, notamment le sommet sur la sécurité de l'IA du R.-U., le sommet mondial de l'IA sur l'Afrique du Rwanda et le Sommet pour l'action sur l'IA, en sus de nouvelles institutions technologiques co-fondatrices comme l'initiative Current AI et le réseau international des instituts de sécurité de l'IA. Récemment, le Kenya a tiré parti de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement organisée à Seville, où le président du Kenya William Ruto et le président français Emmanuel Macron ont proposé une infrastructure et des organismes de gouvernance de l'IA communs au sein du cadre des 4P (produit, prix, place et promotion). Ces forums rendent possibles des dialogues bilatéraux et multilatéraux qui contournent les interminables processus de traités, ce qui permet aux gouvernements d'obtenir rapidement de la part de grandes entreprises technologiques des collaborations sur les centres de données, les services infonuagiques et les programmes consacrés aux talents.

---

6 Les montants indiqués dans ce mémoire sont en dollars américains.

Le sommet Africa+1<sup>7</sup> a aussi inclus de plus en plus les résultats de la coopération et de la politique numériques aux enjeux clés. Le sommet UE-Afrique de 2022 a culminé avec le lancement d'un partenariat numérique Afrique-Europe appuyé par le programme d'investissement Global Gateway de l'Union européenne. Cette initiative est la réponse du bloc à l'initiative expansive de la route de la soie numérique de la Chine. De même, lors du Sommet États-Unis-Afrique de 2022, on a annoncé l'initiative Transformation numérique avec l'Afrique, qui comporte des investissements dans l'infrastructure numérique, le commerce numérique et la formation en compétences technologiques (département d'État américain 2023). Parallèlement, plusieurs sommets du Forum sur la coopération sino-africaine (FSCSA) ont donné lieu à des plans d'action pour la coopération numérique, tel que le plan d'action Chine-Afrique pour la coopération et le développement numériques, fruit du FSCSA de 2024 organisé à Beijing (ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 2024). Grâce à ces sommets, les homologues des sommets Africa+1 ont souvent pour objectifs de stimuler la participation de leurs entreprises du secteur privé, y compris les entreprises technologiques.

En Afrique, les sommets technologiques sont aussi à la hausse. Un exemple digne de mention est le sommet Transform Africa organisé chaque année par Smart Africa, qui réunit des chefs d'État, des ministres et des PDG industriels pour discuter de projets technologiques continentaux et d'harmonisation politique. De tels rassemblements tiennent lieu d'incubateurs pour des initiatives numériques dirigées par l'Afrique et aident à « socialiser » le concept de la diplomatie technologique auprès des ministères des Affaires étrangères africains. Ils représentent un espace diplomatique intra-africain pour comparer des notes sur la mobilisation de grandes entreprises technologiques ou d'organismes mondiaux d'établissement de normes.

---

7 Africa+1 est un terme utilisé pour décrire les sommets de haut niveau, les conférences internationales et les forums de partenariat organisés collectivement entre des pays africains et des puissances externes, souvent une entité non africaine unique, par exemple Chine-Afrique, É.-U.-Afrique, UE-Afrique et ainsi de suite.

---

# La diplomatie technologique comme outil d'agentivité pour renforcer la souveraineté numérique

La diplomatie technologique habilite les États africains à participer à l'établissement de normes, qui a souvent été l'apanage de quelques pays privilégiés, et à mieux naviguer la situation géopolitique actuelle, qui a tendance à créer des conditions soit occidentales soit asiatiques. Elle permet aussi aux pays de négocier des conditions avec des entreprises technologiques mondiale concernant des enjeux clés, notamment la localisation des données, la monétisation des contenus (surtout dans le secteur de la créativité), les arrangements de partage des revenus et les mécanismes de responsabilisation des sociétés visant à faire en sorte que les entreprises technologiques soient tenues de rendre des comptes de façon non antagoniste. Elle ouvre aussi des voies de coopération au-delà des relations client-fournisseur, qui ont tendance à confiner la collaboration de sorte à rendre possible la co-création de cadres de gouvernance. Des pays africains ont tiré parti de la diplomatie technologique pour créer des initiatives multi-intervenants agiles avec le secteur privé afin d'offrir des biens publics spécifiques comme la formation (l'initiative timbuktoo auprès du programme des Nations unies pour le développement), des données satellites et des observations de la terre (Digital Earth Africa) ainsi que des données issues de sources administratives et de sources de données non structurées pour l'action et la prise de décisions en vue du développement (le Global Partnership for Sustainable Development Data). Les pays peuvent intégrer les principes de la durabilité et de l'équité dans leurs déploiements technologiques. Simultanément, des missions diplomatiques facilitent la conclusion de partenariats qui édifient une capacité créée localement par le transfert des compétences dans le cadre de programmes d'échange ainsi que grâce à l'aide accordée à des jeunes pousses de l'endroit, et à des incitatifs accordés à des centres de données régionaux afin de réduire la dépendance envers les fournisseurs

de services infonuagiques étrangers de sorte à promouvoir la souveraineté numérique.

Certaines nations africaines remettent en question la suprématie de plusieurs décennies de grandes entreprises technologiques sur les données mondiales en exigeant que les renseignements de leurs citoyens soient entreposés localement. Ce changement d'attitude est suscité par la prise de conscience que des pays ont abandonné leurs ressources les plus précieuses pour que des géants technologiques construisent une capitalisation boursière d'un billion de dollars. Selon Rest of World, en avril 2025, le Nigeria a demandé à Google, Microsoft et Amazon de fixer des délais concrets pour ouvrir des centres de données dans le pays. Il a fait cette demande pendant environ quatre ans, mais les entreprises concernées n'ont pas, à l'heure actuelle, respecté leurs promesses. Maintenant, le Nigeria a formé un groupe de travail avec des entreprises pour veiller à ce que leurs données soient entreposées à proximité (Dosunmu 2025).

Bien que la population de l'Afrique représente 18 % de la population mondiale, le continent abrite moins de 1 % de la capacité total des centres de données installés du monde (Ahmed et Al Saraeji 2023). Plusieurs pays africains dépensent maintenant des millions pour construire de nouveaux centres de données, avec l'argent du gouvernement et des prêts étrangers. La Banque africaine de développement en est devenue un bailleur de fonds majeur : elle considère ces projets comme un vecteur de souveraineté numérique, un principe aussi mentionné dans la déclaration de l'Afrique sur l'intelligence artificielle après le sommet mondial de l'IA sur l'Afrique de 2025.<sup>8</sup> Sur plusieurs initiatives, le Congo a reçu 77 millions de dollars pour le premier centre de données national de l'Afrique central, et la Banque africaine de développement a investi 52 millions de dollars dans un parc technologique de 60 millions de dollars à Cabo Verde. Africa50, une société d'investissement continental, a placé 15 millions de dollars dans le centre de données Raya de l'Égypte. La Société financière internationale de la Banque mondiale a investi 100 millions de dollars, son plus grand investissement à ce jour en Afrique, dans le Raxio Group, une entreprise de centres de données active dans au moins six pays africains, dont l'Angola, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie et l'Ouganda.

---

8 Voir <https://c4ir.rw/docs/Africa-Declaration-on-Artificial-Intelligence.pdf>.

Ces dernières années, les centres de données de haute qualité de compagnies comme Galaxy Backbone, MainOne, Open Access Data Centres et Rack Centre, ainsi que le géant technologique chinois Huawei, ont émergé dans des villes nigérianes, et ce conformément aux normes internationales de fiabilité et de sécurité. Ces installations desservent maintenant des banques, des entreprises de télécommunications et des sociétés de technologie financière qui ont besoin de services d'hébergement locaux rapides.

---

## Recommandations

Voici des recommandations sur la façon dont des intervenants africains peuvent tirer parti de la diplomatie technologique pour négocier et protéger leurs valeurs centrales communes :

- Négocier des cadres de résilience continentaux en matière de normes et d'information cybernétique pour contrer les menaces cybernétiques transfrontalières; réaliser des réformes financières internationales pour que le développement des infrastructures technologiques critiques soit plus équitable (contrairement aux précédentes collaborations qui ont profondément enfoncé le pays dans les dettes); gérer la gouvernance des données et la désinformation, y compris le développement du capital humain, et atténuer les perturbations technologiques sur le marché du travail. L'intégration de services comme l'informatique infonuagique et les services financiers numériques dans des ententes commerciales assurerait des dispositions équitables sur la circulation des données.
- Préconiser des normes technologiques durables lors de forums comme la Conférence des Parties de sorte à aligner l'infrastructure numérique sur les objectifs climatiques.
- Formuler des lois régionales de protection des données (par exemple, la loi sur la protection des données de l'Afrique) et solliciter de grandes entreprises technologiques pour assurer la conformité ainsi que la protection du protocole Internet du savoir et des entreprises africaines, surtout les jeunes pousses.

- Médier des centres de recherche conjoints, des centres d'innovation et des mécanismes de financement pour accélérer l'établissement de solutions trouvées localement en renforçant les liens en matière tant d'innovation que de diplomatie.

## Remerciements

L'auteur souhaite remercier l'ambassadeur Philip Tigo pour ses perspectives ainsi que Leslie Mills, qui a offert une aide au niveau de la recherche pour ce mémoire.

---

## Ouvrages cités

- Ahmed, Faraz et Zeneh Al Saraeji. 2023. *Unleashing the Potential: The Future of Data Centres in The Middle East and Africa*. JLL. <https://argaamplus.s3.amazonaws.com/d96e6f66-ad76-45b8-8e4f-20fe746124b9.pdf>.
- Bahia, Kalvin et Francisco Amaya. 2024. *Digitalisation and the Africa We Want. Introducing the GSMA Digital Africa Index*. Rapport. GSMA Intelligence. [www.gsmaintelligence.com/research/researchfile-download?reportId=50173&assetId=7701](http://www.gsmaintelligence.com/research/researchfile-download?reportId=50173&assetId=7701).
- Bjola, Corneliu et Markus Kornprobst. 2025. « Studying Tech Diplomacy — Introduction to the Special Issue on Tech Diplomacy. » *Global Policy*, le 3 juillet. <https://doi.org/10.1111/1758-5899.70035>.
- Dealroom.co. 2025. *Global Tech Ecosystem Index 2025*. Le 21 mai. <https://dealroom.co/uploaded/2025/05/Dealroom-Global-Tech-Ecosystem-Index-2025.pdf?x21901>.
- Département d'État américain. 2023. « Digital Transformation with Africa Fact Sheet 2023. » [https://2021-2025.state.gov/wpcontent/uploads/2024/01/DTA-Fact-Sheet\\_2023.pdf](https://2021-2025.state.gov/wpcontent/uploads/2024/01/DTA-Fact-Sheet_2023.pdf).
- DiploFoundation. 2024. « Philip Thigo named Kenya's special envoy for technology. » Mis à jour le 21 mars. [www.diplomacy.edu/updates/philip-thigo-named-kenyas-special-envoy-for-technology/](http://www.diplomacy.edu/updates/philip-thigo-named-kenyas-special-envoy-for-technology/).
- Dosunmu, Damilare. 2025. « Why Big Tech is threatened by a global push for data sovereignty. » *Rest of World*, le 9 juillet. <https://restofworld.org/2025/big-tech-data-sovereignty/>.
- East, Maurice A. 1973. « Size and Foreign Policy Behavior: A Test of Two Models. » *World Politics* 25 (4): 556–76. <https://doi.org/10.2307/2009952>.
- G20, Afrique du Sud. 2025a. « G20 South Africa Summit: Leader's Declaration. » Le 22 novembre. [www.g20.utoronto.ca/2025/251122-declaration.html](http://www.g20.utoronto.ca/2025/251122-declaration.html).

- . 2025b. « Successes of South Africa' G20 Presidency (Highlights). » Le 23 novembre. [www.g20.utoronto.ca/2025/23-November-G20-South-Africa-Presidency-Achievements-Successes.pdf](http://www.g20.utoronto.ca/2025/23-November-G20-South-Africa-Presidency-Achievements-Successes.pdf).
- Garcia, Eugenio V. 2022. « What is Tech Diplomacy? A Very Short Definition. » Medium, le 9 juin. <https://medium.com/@egarcia.virtual/what-is-techdiplomacy-a-very-short-definition-9042afdc9ce4>.
- Kasujja, Alan. 2025. « Can Africa build its own AI ecosystem? » Le 3 mars, dans BBC Africa Daily, produit par BBC News World Service, balado, 15 min. [www.bbc.co.uk/programmes/p0kvc99v](http://www.bbc.co.uk/programmes/p0kvc99v).
- Maclean, Ruth. 2022. « Nigeria Lifts 7-Month Ban on Twitter. » *The New York Times*, le 13 janvier. [www.nytimes.com/2022/01/13/world/africa/nigeria-lifts-twitter-ban.html](http://www.nytimes.com/2022/01/13/world/africa/nigeria-lifts-twitter-ban.html).
- Manor, Ilan. 2025. « A 'Tech First' Approach to Foreign Policy? The Three Meanings of Tech Diplomacy. » *Global Policy*, le 23 juillet. <https://doi.org/10.1111/1758-5899.70023>.
- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2024. « Forum on China Africa Cooperation Beijing Action Plan (2025–2027). » Le 5 septembre. [www.mfa.gov.cn/eng/xw/zyxw/202409/t20240905\\_11485719.html](http://www.mfa.gov.cn/eng/xw/zyxw/202409/t20240905_11485719.html).
- Moore Aoki, Ayumi. 2025. « Tech Diplomacy: Origins and Contemporary Practice. » Tech Diplomacy Global Institute, le 24 juillet. <https://tdgi.org/tech-diplomacy-origins-and-contemporary-practice/>.
- Programme Global Economic Governance. 2023a. « Marc-André Loko: 'Benin's digital strategy involves a diversified portfolio of best-in-class partners.' » [www.geg.ox.ac.uk/content/marc-andre-loko-beninsdigital-strategy-involves-diversifiedportfolio-best-class-partners](http://www.geg.ox.ac.uk/content/marc-andre-loko-beninsdigital-strategy-involves-diversifiedportfolio-best-class-partners).
- . 2023b. « Nnenna Ifeanyi-Ajufo : 'The current state of cybersecurity in Africa is the tendency towards a cyber-militarisation approach.' » Série d'entrevues sur la négociation des partenariats numériques de l'Afrique. [www.geg.ox.ac.uk/content/nnenna-ifeanyi-ajufo-current-state-cybersecurity-africa-tendency-towards-cyber](http://www.geg.ox.ac.uk/content/nnenna-ifeanyi-ajufo-current-state-cybersecurity-africa-tendency-towards-cyber).
- Rashica, Viona. 2018. « The Benefits and Risks of Digital Diplomacy. » *SEEU Review* 13 (1): 75–89. <https://doi.org/10.2478/seeur-2018-0008>.
- Soulé, Folashadé. 2020. « Africa+1' summit diplomacy and the 'new scramble' narrative: Recentering African agency. » *African Affairs* 119 (477): 633–46. <https://doi.org/10.1093/afraf/adaa015>.
- Teleanu, Sorina et Jovan Kurbalija. 2022. *Stronger digital voices from Africa: Building African digital foreign policy and diplomacy*. DiploFoundation, novembre. [www.diplomacy.edu/wp-content/uploads/2022/11/Stronger-digital-voices-from-Africa.pdf](http://www.diplomacy.edu/wp-content/uploads/2022/11/Stronger-digital-voices-from-Africa.pdf).
- Thigo, Philip. 2025. « Shaping Africa's inclusive and trustworthy digital future: How Kenya is reimagining technology leadership » Tiré de *Foresight Africa 2025–2030*, 153–55. Rapport, Brookings Institute, le 3 avril. [www.brookings.edu/articles/shaping-africas-inclusive-and-trustworthy-digitalfuture-how-kenya-is-reimagining-technology-leadership/](http://www.brookings.edu/articles/shaping-africas-inclusive-and-trustworthy-digitalfuture-how-kenya-is-reimagining-technology-leadership/).
- UNESCO. 2025. « Tech Diplomacy Forum. » Le 18 juin. [www.unesco.org/en/articles/tech-diplomacy-forum](http://www.unesco.org/en/articles/tech-diplomacy-forum).
- UIT. 2025. *Measuring Digital Development – ICT Development Index 2025*. [www.itu.int/hub/publication/D-IND-ICT\\_MDD-2025-1/](http://www.itu.int/hub/publication/D-IND-ICT_MDD-2025-1/).

---

## À propos du CIGI

Le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI) est un groupe de réflexion indépendant et non partisan dont les recherches évaluées par des pairs et les analyses fiables incitent les décideurs à innover. Grâce à son réseau mondial de chercheurs pluridisciplinaires et de partenariats stratégiques, le CIGI offre des solutions politiques adaptées à l'ère numérique dans le seul but d'améliorer la vie des gens du monde entier. Le CIGI, dont le siège se trouve à Waterloo, au Canada, bénéficie du soutien du gouvernement du Canada, du gouvernement de l'Ontario et de son fondateur, Jim Balsillie.

---

## About CIGI

The Centre for International Governance Innovation (CIGI) is an independent, non-partisan think tank whose peer-reviewed research and trusted analysis influence policy makers to innovate. Our global network of multidisciplinary researchers and strategic partnerships provide policy solutions for the digital era with one goal: to improve people's lives everywhere. Headquartered in Waterloo, Canada, CIGI has received support from the Government of Canada, the Government of Ontario and founder Jim Balsillie.

---

## Credits

Directrice des programmes Dianna English  
Gestionnaire de programmes principale Ifeoluwa Olorunnipa  
Révisseur Christine Robertson  
Conception graphique Sepideh Shomali

Droit d'auteur © 2026 par le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale

Les opinions exprimées dans le présent document n'engagent que l'auteur et ne traduisent pas nécessairement celles du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale ni de ses administrateurs.

Pour toute demande de renseignements sur les publications, veuillez envoyer un courriel à [publications@cigionline.org](mailto:publications@cigionline.org).



Le texte de ce travail est autorisé en vertu de CC BY 4.0. Pour un exemplaire de cette licence, visitez <http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>.

En cas de réutilisation ou de diffusion, veuillez inclure cet avis de droits d'auteur. Ce travail peut renfermer du contenu (y compris, et entre autres, des graphiques, des tableaux et des photographies) utilisé ou reproduit sous licence ou avec l'autorisation de tiers. L'autorisation de reproduire ce contenu doit être obtenue directement d'un tiers.

« Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale » et « CIGI » sont des marques de commerce déposées.

67 Erb Street West  
Waterloo, ON, Canada N2L 6C2  
[www.cigionline.org](http://www.cigionline.org)

---

CIGI